

# Election du nouveau Conseil fédéral : réactions de féministes engagées

Autor(en): **Dussault, Andrée-Marie / Marti Gigon, Karine / Garghentini Python, Giovanna**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[92] (2004)**

Heft 1479

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282668>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Réactions de féministes engagées

Symboliquement, trois femmes au Conseil fédéral, ç'aurait été fort. Une cinquième conseillère fédérale dans toute l'histoire de la Suisse; il y aurait eu de quoi fêter. Parions cependant que ce n'est pas avec Ruth Metzler et Christine Beerli qu'une majorité de femmes en Suisse auraient vu leur condition s'améliorer. En revanche, avec l'élection d'un Conseil fédéral qui incarne la droite bien dure, c'est une proportion significative de femmes, et avec elles tous les groupes minorisés, qui risquent de sentir les effets de la politique fédérale sur leur vie quotidienne. Aujourd'hui, indubitablement, les femmes ont réellement de quoi s'inquiéter: remise en cause d'une assurance maternité qui n'a toujours pas accouché, des subventions pour les crèches remises en cause avant d'avoir vu le jour, des Bureaux qui défendent l'égalité en danger de mort... Les femmes réalisent-elles que leurs acquis sont menacés? Vont-elles rester passives devant la régression programmée de leur statut ou sauront-elles réagir au spectre d'un retour en arrière? Quelques réactions de femmes actives sur la scène féministe recueillies au lendemains des élections; comment elles envisagent l'avenir suite à l'élection d'un Conseil fédéral aux couleurs de l'économie et comment elles considèrent l'idée d'une grève nationale des femmes - à l'ordre du jour - pour le 8 mars.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉE-MARIE DUSSAULT



DR

Karine Marti Gigon, Bureau de l'égalité, Jura

## «Une grève pourrait montrer que les femmes peuvent bloquer le pays l'espace d'une journée»

Dans le Jura, les femmes ont réagi massivement à l'élection du nouveau Conseil fédéral, selon leurs moyens bien sûr; au Bureau, on a reçu beaucoup d'appels et de courriels. Elles ont aussi manifesté leur mécontentement par le biais du *Quotidien jurassien*. L'éviction de Ruth Metzler qui était à la fois un modèle pour les femmes et pour les jeunes, les a profondément affectées. Elles ont l'impression d'un retour en arrière; elles disent se revoir de retour au 19<sup>e</sup> siècle! Ici, on craint beaucoup; par voie de courrier des lecteurs, l'UDC jurassienne remet déjà en cause le Bureau de l'égalité et le soutien financier aux associations féminines. C'est donc très important de ne pas baisser la garde, d'être attentives aux dossiers politiques qui nous touchent particulièrement, notamment concernant les politiques familiale et de l'égalité. Les grands projets en cours concernant l'assurance maternité et les subventions aux crèches doivent être suivis de près. On doit être présentes sur tous les fronts, faire du lobbying auprès de tous les partis politiques. Une grève? D'ici le 8 mars, on aura vu la tendance du nouveau Conseil fédéral et si nos craintes se vérifient, il faudra en tout cas descendre dans la rue. L'impact d'une simple manifestation n'est pas aussi fort qu'on le souhaiterait, mais je n'ai pas d'autres solutions. Une grève pourrait avoir un impact plus important; cela pourrait montrer que les femmes ont le pouvoir de bloquer le pays pendant 24 heures et la potentialité de donner un coup de frein à l'économie l'espace d'une journée...

Giovanna Garghentini Python, Association Espacefemmes, Fribourg

## «J'aurais peur qu'une grève fasse un peu "réchauffé"»

Je vois l'avenir très morose. Notre association reçoit des subventions du Bureau fédéral de l'égalité et de l'Office fédéral des étrangers pour nos cours de langue et j'ai bien peur que ces subventions soient drastiquement réduites de manière à nous empêcher de faire correctement notre travail, à savoir la réalisation de l'égalité hommes-femmes et l'intégration des migrantes. Malgré l'importance de la manifestation des femmes le 13 décembre à Berne (15 000 personnes), je reste pessimiste. Les femmes ne sont pas écoutées dans ce pays et leur travail n'est pas reconnu. L'éviction de Ruth Metzler du Conseil fédéral l'année de sa présidence illustre bien la place qu'on fait aux femmes. Une grève des femmes le 8 mars? L'idée avait très bien marché en 1991, j'aurais peur que ça ne marche pas aussi bien en 2004; que ça fasse un peu «réchauffé». Il faudrait qu'une telle journée soit extrêmement bien organisée et que les femmes y participent massivement. S'il n'y a pas de grève, il faudra en tout cas prévoir une journée d'action.



DR



DR

Helena Zanelli, présidente du Centre de liaison des associations féminines à Genève

## « Les femmes ne supportent pas les femmes! »

Cette élection va peut-être nous rappeler que notre représentativité est loin d'être gagnée, qu'il faut continuer à se sensibiliser à ce problème. Ce qui me choque, c'est le fait que les femmes ne votent pas pour les femmes. Si c'était le cas, il y aurait nettement plus de femmes en politique, tant à Berne que dans les parlements cantonaux. Il y a encore un cloisonnement de parti politique qui fait en sorte que les femmes ne voient pas au-delà de leur parti. Ce n'est même pas une question de représentativité, mais de diversité. Une grève des femmes ne me semble pas une solution, c'est peut-être intéressant symboliquement, mais ce qu'il faut, c'est changer la mentalité des femmes. Le problème, ce n'est pas les hommes. Ce sont les femmes elles-mêmes: les femmes ne supportent pas les femmes. Elles sont trop exigeantes envers et entre elles-mêmes. Elles manquent de confiance en elles-mêmes et en leurs consœurs. Il faut avoir des comportements positifs envers nous-mêmes. Les femmes n'ont pas encore compris l'importance de fonctionner en réseau, de se rendre visibles et de se soutenir mutuellement. Si déjà elles prenaient conscience de cela, elles seraient bien plus présentes à tous les niveaux de la société.



DR

Isabelle Darbellay, Présidente de la Conférence latine des déléguées à l'égalité, Valais

## « Toute initiative qui peut ramener l'égalité au goût du jour est bienvenue »

On vient de vivre une période difficile ces derniers mois car dans plusieurs parlements cantonaux des motions ont été déposées pour supprimer les Bureaux de l'égalité. J'espère qu'après l'élection du Conseil fédéral du 10 décembre, il y aura un nouvel engagement. Habituellement, on peine à mobiliser le public autour des questions liées à l'égalité. Les femmes engagées vieillissent et je n'ai pas l'impression que les jeunes sont très sensibles à ces questions. On entend souvent que « C'est bon, l'égalité est atteinte », etc., même si c'est loin d'être le cas et que les choses n'ont pas tellement évolué depuis 15 ans. Cette élection a montré que la promotion de l'égalité reste une question d'actualité et j'espère que ça provoquera des prises de conscience. Quant à l'idée d'une grève des femmes le 8 mars prochain, pourquoi pas? Si ça peut redonner une impulsion à la mobilisation féministe comme en 1991, tant mieux. Toute initiative qui peut ramener l'égalité au goût du jour est bienvenue.



DR

Marianne Ebel, Marche mondiale des femmes, députée SolidaritéS, Neuchâtel

## «La présence de nombreuses jeunes le 13 décembre me laisse espérer que le mot d'ordre de grève ne restera pas lettre morte.»

J'espère que l'élan de la manifestation du 13 décembre sera prolongé par tout ce que les femmes se sont promis sur le Waisenhausplatz à Berne : sauver l'assurance maternité, gagner le référendum contre la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS et se battre pour les droits des immigrées et des femmes sans statut légal, toutes ces femmes qui seront les premières frappées par les politiques xénophobes anti-sociales des autorités politiques. Le 13 décembre, j'ai senti une forte détermination de toutes les femmes; la présence de nombreuses jeunes qui nous rejoignent aujourd'hui parce qu'elles prennent elles aussi conscience que l'égalité n'est pas une chose acquise me laisse espérer que le mot d'ordre de grève lancé pour le 8 mars 2004 par plusieurs organisations féministes et par les syndicats ne restera pas lettre morte. Il est nécessaire de marquer de manière forte notre désaccord avec le nouveau Conseil fédéral. Les femmes savent maintenant qu'elles doivent se rendre plus visibles. Reste à organiser tout cela. Personnellement je suis prête à m'engager dans ce sens. Et je sais que je ne suis pas seule! »